

Parce que les acteurs du développement durable ont besoin de s'appuyer sur un langage commun, Patrick Matagne repose les bases du développement durable : origine, objectifs et applications

Par Patrick Matagne Photos Claude Pauquet et Jean-Luc Moulène

# Origines et enjeux d'un concept

**E**n 1962, dans son best-seller *Silent spring*, Rachel Carlson attire l'attention de l'opinion publique sur la menace de pesticides comme le DDT. En 1968, Paul Ehrlich dans *The Population Bomb* annonce que la famine va prendre des proportions désastreuses entraînant la mort de milliers de personnes, à cause de la démographie galopante de certains pays du Sud. En même temps, le Vietnam est perçu, avant même la fin de la guerre, comme le premier écocide. Les catastrophes de l'*Amoco-Cadiz* en 1978, Bhopal en 1984, de l'*Exxon Valdez* en 1989, Tchernobyl en 1986 choquent profondément l'opinion. En 1985, le trou dans la couche d'ozone est officiellement attesté. Et ainsi de suite...

## UNE PRISE DE CONSCIENCE

Le développement durable prend sa source dans cette période, comprise entre 1960 et 1990, «riche» en catastrophes naturelles et en découvertes inquiétantes qui provoquent la prise de conscience par l'opinion publique de l'impact néfaste des activités humaines sur l'environnement.

En toile de fond, le monde occidental ne tient pas toutes ses promesses de croissance économique, de plein emploi, de garanties de santé et de sécurité et vit une crise économique durable. Le «toujours plus» est combattu au profit de la recherche d'un mieux-être et l'opposition apparaît alors entre les notions de croissance (quantité) et de développement (qualité). En découle en 1972, deux ans après le rapport Meadows prévoyant l'effondrement de l'économie pour 2040, la première conférence des Nations unies sur le développement. Vingt ans plus tard, en 1992, le sommet de la Terre à Rio place les débats à la croisée des problématiques économiques et environnementales. Une commission mondiale du développement durable est alors créée, thème central du sommet de Johannesburg en 2002.

Parallèlement, de nouveaux termes comme *écologie*, *environnement*, *patrimoine*, *biodiversité* et bien sûr *développement durable* se sont popularisés, au risque de se dévoyer.

## RÉDUIRE NOTRE EMPREINTE ÉCOLOGIQUE

Les objectifs du développement durable peuvent être traduits par l'*empreinte écologique*. Reposant sur le constat suivant : les ressources naturelles sont limitées, nos besoins sont extensibles, cet indice calcule



Patrick Matagne est maître de conférences en épistémologie et histoire des sciences à l'IUFM du Nord-Pas-de-Calais.

Claude Pauquet

la surface nécessaire à produire les ressources utilisées et à absorber les déchets produits pour une société donnée. Selon ce calcul, chaque individu disposerait de 2 hectares. Or, depuis 1970, l'humanité a besoin de plus qu'une Terre pour continuer à croître de la sorte.

Si tous les Terriens vivaient comme les Américains ou les Européens, il nous faudrait respectivement six ou trois planètes. Seules l'Afrique, l'Asie et une partie de l'Amérique latine restent en dessous de la surface biologique disponible par habitant. Outre la réduction de l'empreinte écologique, le développement durable vise aussi conjointement à rendre le futur socialement équitable et économiquement viable. Entreprendre une démarche de développement durable implique nécessairement la prise en compte et l'imbrication de ces trois piliers : économie, environnement et social. Dans une vision à long terme.

#### COMMENT ?

Plusieurs pistes vont dans ce sens. Je n'en citerai que quelques-unes : renforcer les contre-pouvoirs citoyens et les réseaux d'expertise indépendants comme les ONG ; renforcer les autorités locales et leur proximité avec les enjeux sociaux, économiques et environnementaux ; intégrer l'environnement dans les politiques publiques pour ce qui concerne l'éner-



gie, les transports ou l'urbanisme ; augmenter les investissements socialement responsables dans les entreprises et créer des fonds éthiques ; développer l'engagement des consommateurs ; développer l'éducation à l'environnement. En effet, sur ce dernier point, les éducateurs répondent à «Quelle Terre allons-nous laisser à nos enfants ?» par «Quels enfants allons-nous laisser à la Terre ?» ■

Jean-Luc Moulène,  
*Documents / Oasis,*  
Paris, 15 mars 1998.

## Le développement durable ne fait pas l'unanimité

L'isthme américain fait depuis 1997 l'objet d'un gigantesque programme de développement durable s'étendant des Etats méridionaux du Mexique jusqu'au Panama. «Ce projet connu sous le nom de Corridor biologique méso-américain (CBM) vise à relier, par des couloirs verts, l'ensemble des réserves naturelles des 8 pays concernés afin de préserver l'extraordinaire biodiversité de cette région du monde», explique Patrick Matagne.

Le projet adopté en 1997 par les chefs d'Etat de la région est coordonné par la Commission de l'Amérique centrale pour l'environnement et le développement avec l'appui et le financement de divers gouvernements, organismes internationaux et ONG. Comme toute action de développement durable, le CBM doit combiner ses objectifs environnementaux aux impératifs de durabilité économique et d'équité

sociale. De fait, le projet génère une offre en expansion pour les écotouristes d'Amérique du Nord tandis qu'il favorise les initiatives d'agriculture durable et de commerce équitable. «Mais ce projet ambitieux soulève des résistances et des problèmes éthiques.» La création des couloirs verts implique des déplacements de populations, des expropriations ou l'obligation pour les propriétaires de créer des servitudes écologiques. Et si le commerce équitable se met en place, c'est selon le cahier des charges et le mode d'exploitation imposés par les pays du Nord. Accepté par le monde du tourisme, de l'industrie et de l'écologie, le corridor rencontre bien des résistances chez les populations indigènes. Ainsi, Patrick Matagne cite-t-il l'indignation d'un universitaire du Costa Rica : «De quel droit les communautés internationales du Nord décident-elles de disposer des

territoires nationaux ?» ou encore la vision d'un opposant au CBM : «L'agenda 21 est le dernier gadget idéologique pour coloniser le Sud, pour imposer ses propres modes de développement.»

#### 3 JOURNÉES D'ÉTUDES EN 2004

L'Espace Mendès France organise cette saison cinq journées d'études sur les enjeux de développement durable, en collaboration avec l'Iria de l'Université de Poitiers, l'IUFM et le CNRS. Les deux premières ont eu lieu les 24 octobre et 2 décembre. Rendez-vous en 2004 sur les thèmes suivants : «Action, débats et controverses» le 13 janvier, «Société et citoyenneté» le 23 mars, «Perspectives pour l'avenir» le 1<sup>er</sup> juin. Contact : Anne Bonnefoy, responsable du pôle d'histoire des sciences de l'EMF, tél. 05 46 50 33 08 [anne.bonnefoy@pictascience.org](mailto:anne.bonnefoy@pictascience.org)